



De gauche à droite et de haut en bas : les cités d'urgence et de transit dans les années 1960 ; pose de bardages en bois à l'extérieur des bâtiments ; chantier de désamiantage des toits ; les nouvelles façades des cités d'urgence et de transit du quartier de Beutre, à Mérignac (Gironde), en octobre 2024.

COLLECTION PERSONNELLE, PHILIPPE RUAULT

moins lourdes, plus ou moins coûteuses. On a pu rajouter jusqu'à deux chambres dans ce deux-pièces où les parents vivaient à l'étroit avec leurs trois enfants, où ils s'étaient construit une extension pour eux-mêmes dans le jardin et en avaient bâti une autre pour leur fille dans le salon, lequel n'avait dès lors plus rien d'habitable.

Le rapport aux jardins était central. «Quand je suis venu la première fois, je suis passé derrière, il y avait cette forêt, il y avait un potager, je me suis retrouvé nez à nez avec un cochon sauvage !», se souvient Christophe Hutin. En longeant les jardins, j'ai pris la mesure de tous ces petits mondes que les gens s'étaient construits, c'était parfois de vrais projets de vie... C'est là que tout se passe !» Des baies vitrées ont été percées dans certains logements, les portes ont été élargies. Les constructions informelles, elles, n'ont pas été touchées, sauf cas exceptionnel. Le petit hangar qui occultait depuis vingt-quatre ans la lumière du jour dans le salon d'une habitante historique, par exemple, a été rasé.

**Sol désartificialisé**  
Les extensions ont été greffées côté rue parce qu'il y avait la place pour le faire : dans cette zone exposée aux regards, rien n'avait été construit. La tendance était plutôt à garer sa voiture sur le trottoir, juste devant la porte, pour cacher ce qu'il y avait derrière. Christophe Hutin avait d'abord imaginé peindre les façades de toutes les couleurs, mais les habitants s'y sont opposés. «Réhabiliter un quartier de type, ce n'est pas seulement réhabiliter le bâti, c'est réhabiliter la représentation de soi, les représentations collectives, le rapport à l'institution...», décrypte-t-il après coup. Après avoir été tant stigmatisés, les gens aspiraient à vivre dans un lotissement normal.»

A la place, les façades ont été élégamment bardées de bois, dans un style qui évoque lointainement certaines banlieues américaines. Le sol, devant les maisons, a été désartificialisé. La grave compactée (gravier et calcaire), qui causait régulièrement des inondations, a été remplacée par des parcelles de terre richement plantées. Les paysagistes Cyrille Marlin, Jean-Baptiste Poinot et Amandine Saget ont conduit un inventaire écologique du site et des compétences en jardinage des habitants, dont les conclusions ont révélé qu'ils cultivaient principalement des essences issues de leur pays d'origine. Il a servi de base à leur projet, venu étoffer le sol d'un manteau végétal qui apporte beaucoup de douceur au quartier.

Cela n'empêche pas certaines habitantes de pester contre Aquitanis et Bouygues – dont elles considèrent qu'ils ont travaillé trop vite, très mal –, de les harceler tant qu'elles peuvent, qui pour faire peindre une chambre dont le papier peint est déchiré, qui pour changer le faux plafond dont les carreaux auraient été endommagés pendant le chantier. Mais l'architecte est bien accueilli. «Christophe nous a écoutés», résume Fatima Tokli. Avec Marion [Marion Howa, une architecte qui a participé au travail d'enquête], ils ont pris en considération ce qu'on leur disait. Ça, pour nous, c'est quelque chose d'énorme.» ■

ISABELLE REGNIER

# Près de Bordeaux, nouveau départ pour les cités de transit de Beutre

L'architecte Christophe Hutin a établi une méthode de travail pour rénover le bâti en respectant les habitants d'un des quartiers les plus pauvres de Mérignac

## REPORTAGE

MÉRIGNAC (GIRONDE) - envoyée spéciale

**E**n 2017, les baraquements des anciennes cités d'urgence et de transit de Beutre, à Mérignac (Gironde), dans l'ouest de la métropole bordelaise, ne remplissaient plus leurs fonctions. Problèmes d'humidité, d'insalubrité, précarité énergétique, amianté dans la toiture... Une intervention s'imposait. En d'autres temps, on aurait tout rasé, et aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui ne se poseraient pas la question. Le bailleur social Aquitanis, lui, voulait préserver ce qui était là.

«Ça fait petit village», estime Jean-Luc Gorce, le directeur général de l'établissement. Des familles entières vivent ici, des fratries... Si on avait démolie, on aurait construit trois fois plus... Mais on n'a pas voulu casser les liens qui s'étaient tissés au fil du temps.»

Lauréat du concours d'architecture lancé cette année-là, Christophe Hutin a établi une méthode pour rénover le bâti en respectant les habitants.

### Culture de l'autoconstruction

De plain-pied sur la rue, ces bâtiments sommaires divisés en unités d'habitations familiales ont été conçus dans les années 1960 comme des logements temporaires : des murs en brique à nu et une dalle en béton au sol, un bloc sanitaire qui obstrue à moitié l'entrée, un poêle à fioul en guise de chauffage, une petite parcelle de jardin à l'arrière pour respirer... Certains étaient destinés aux habitants des taudis du centre-ville de Bordeaux, que l'on rasait à l'époque pour construire le centre

## Les bâtiments sommaires ont été conçus dans les années 1960 comme des logements temporaires

d'affaires de Mériadeck. D'autres à des populations immigrées, des familles venues du Maghreb, d'Espagne et du Portugal pour répondre aux besoins de main-d'œuvre du secteur du bâtiment. Les propositions de relogement dans le parc social qu'on leur a fait miroiter à l'époque ne sont jamais arrivées, et les gens ne sont jamais partis.

Oubliés de l'administration, contraints de faire avec ce qu'ils avaient, ils ont aménagé leurs logements, les ont fait évoluer, développant à partir de leur savoir-faire d'ouvriers une véritable culture de l'autoconstruction.

Le quartier a beau être le plus pauvre de la commune, certains se sont construit des piscines, d'autres des cabanes dans le jardin, voire des extensions comportant plusieurs pièces. D'autres encore se sont approprié l'espace public pour faire fleurir des jardins méditerranéens...

Les enfants qui ont grandi là sont nombreux à s'y être établis à leur tour, une fois devenus adultes. C'est le cas de Djillali Defali, par exemple, dont les parents furent parmi les premiers à s'installer. Employé dans le secteur de l'animation, il partage son temps entre la maison où il a fait ses premiers pas et les pays où le conduisent ses missions professionnelles.

«La norme est plutôt entre 80 000 et 100 000 euros.» Il fallait d'abord analyser tout le bâti, répertorier les failles, les dysfonctionnements, mais aussi les besoins des familles, pour ensuite faire des hypothèses qui seraient soumises aux habitants, discutées, revoir sa copie, affiner encore... Ce qui n'allait pas de soi.

Fatima Tokli se souvient de sa première rencontre avec l'architecte : «Soweto, c'est les bidonvilles... On ne voulait pas de ça, nous ! On a toujours été déconsidérés, et on nous disait une fois de plus qu'on était des moins-que-rien ! Pourquoi on n'aurait pas le droit à New York, nous ?» Arrivée à Beutre quand elle était enfant, cette fille de harkis est revenue vivre sur place pour aider sa vieille mère, devenue veuve, à s'en sortir. «Les gens qui vivent ici ont toutes des difficultés énormes, mais ils n'en ont pas conscience.»

La quinzaine de personnes présentes à la première réunion organisée sur le projet n'était guère plus amène. La crainte que l'on touche à ces habitations qu'elles ont retapées tout au long de leur vie, de se voir lésées comme elles ont trop été habituées à l'être, la défiance envers l'institution nourrissaient une hostilité certaine. «Nous avons dû faire face, parfois violemment, au ressentiment accumulé par des années de relégation et d'abandon», analyse Christophe Hutin, rétrospectivement. Il a fallu expliquer qu'on ne venait pas régler les problèmes du passé mais entraîner le quartier vers l'avenir...»

Les architectes se sont installés sur place, dans une maison inoccupée. Avec le concours du collectif d'artistes Parti collectif, ils ont monté un chapiteau au milieu de la cité. D'un coup, les gens sont venus aux réunions. Un groupe de parole réservé aux femmes de la communauté, peu rodées à la prise de parole en public, a été mis en place pour recueillir leurs réflexions. En parallèle, les architectes ont conduit des entretiens individuels pour étudier chaque situation dans le

moindre détail. Un anthropologue, Eric Chauvier, a été invité à conduire sa propre enquête pour écrire l'histoire du quartier. Des fêtes ont été organisées...

Le projet a été interrompu deux fois, d'abord par la crise du Covid-19, puis par la découverte d'amiante dans les toits, qui a obligé à tout repenser.

De cette nouvelle contrainte et des économies supplémentaires qu'elle imposait, la bonne idée a fini par jaillir : une extension de plain-pied en ossature de bois composée d'éléments préfabriqués («des matériaux entièrement biosourcés», assure l'architecte) qui serait greffée sur la façade avant de chaque maison. Simple et modulable, le principe vise à permettre de «gérer la complexité du projet global et la singularité de chaque maison, le tout sans trop déranger les habitants».

Les pièces humides étaient un gros sujet, tant leur état était dégradé. L'idée était de les enlever, pour en installer d'autres, plus grandes, mises aux normes PMR (personnes à mobilité réduite) qui plus est, dans l'extension. Les séjours en seraient agrandis d'autant. Selon l'état des maisons, selon les besoins et les réticences des uns et des autres, les interventions ont été plus ou

**Les façades ont été élégamment bardées de bois, dans un style qui évoque certaines banlieues américaines**